

INTRODUCTION

L'adjectif « totalitaire » et le substantif « totalitarisme » apparaissent en Italie au tout début des années 1920 dans les rangs de l'opposition libérale et démocrate-chrétienne au fascisme naissant. Ces mots servent à désigner la conception et les pratiques de pouvoir exclusives et « totales » du parti de Mussolini : une minorité activiste qui s'est d'abord imposée par la violence de ses *squadri*, un parti (le Parti national fasciste, PNF) qui refuse ensuite tout droit d'expression à ses adversaires politiques. Ils sont repris à leur compte par le Duce et les siens qui parlent alors de leur « féroce volonté totalitaire » de construire un « *Stato totalitario* » dont les lois dites fascistissimes de 1925 posent déjà les bases.

Lié au premier antifascisme (libéral), la notion de totalitarisme prend un sens plus vaste à partir de 1926 lorsque le prêtre-philosophe en exil **Luigi Sturzo** en vient à comparer fascisme et bolchevisme. Puis, lorsqu'à côté de ce « père fondateur » oublié, dans les années 1930, des auteurs des deux côtés de l'Atlantique, parmi lesquels **Hans Kohn** aux États-Unis et **Élie Halévy** en France, inscrivent dans la même catégorie fascisme, stalinisme (aux commandes de l'URSS à partir de 1929) et nazisme (après 1933). Jusqu'au Saint-Siège avec **Pie XI** qui, dans deux encycliques de mars 1937 (*Mit brennender Sorge* et *Divini Redemptoris*) s'inspirant du très actif antitotalitarisme des intellectuels chrétiens, condamne des régimes également attentatoires à la personne humaine. Le mot, qui servait à

désigner à l'origine les pratiques d'un mouvement politique en particulier, est donc devenu dès l'entre-deux-guerres un concept (la représentation idéal-typique d'une forme de pouvoir extrémiste) et même une théorie (une catégorie de régimes différente de la démocratie comme de la dictature traditionnelle). On doit noter que cette qualification de totalitarisme est née dans le cadre d'une lutte politique engagée au nom de la démocratie libérale, un aspect qui ne sera pas sans incidence sur le caractère polémique de son futur statut épistémologique, certains observant qu'il oblige à penser dans les limites de cette même démocratie libérale...

Une émergence aussi précisément datée d'un concept historique est pourtant un indice fort du mouvement de l'histoire, une preuve tangible d'une nouvelle vision du monde, la cristallisation en somme d'une expérience de confrontation à un phénomène politique inédit. Le choix d'un mot n'est en effet pas innocent et il est significatif que l'on ne se contente pas des termes anciens de « dictature » et « tyrannie », même si ces termes sont utilisés au cours de l'entre-deux-guerres. L'important est que l'on procède à partir d'un moment à une analyse comparative où sont explorés les origines, l'organisation du pouvoir, la dimension religieuse et le rapport ambivalent à la démocratie de régimes dont les ressemblances paraissent l'emporter sur les différences, la plus importante étant de vouer une hostilité principielle au libéralisme (politique et économique). Mais si elle possède nombre de ses attributs majeurs, la théorie du totalitarisme ne s'inscrit pas encore pleinement au cœur de la pensée occidentale, étant notamment contrariée par l'antifascisme idéologique instrumentalisé par l'URSS et relayé par les partis communistes engagés dans des logiques de « front populaire » avec

d'autres partis de gauche et des « progressistes » sincères. Penser le totalitarisme devient alors difficile à un moment où règne une lecture à deux dimensions du combat politique : fascisme/antifascisme, qui fonctionne à l'intimidation en soupçonnant de collusion avec l'ennemi absolu désigné toute tentative de décryptage d'un réel où les droits de l'homme sont également bafoués. C'est l'origine du débat occasionné en 1936-1938 par la conférence puis le livre d'Élie Halévy (*L'ère des tyrannies*) qui posent la question qui fâche de la comparabilité et ce en pleine expérience gouvernementale du Front populaire. La rivalité mimétique entre fascisme/nazisme et bolchevisme s'étant transformée en guerre entre antifascisme et anti-communisme, une lecture mettant en valeur un conflit beaucoup plus fondamental entre démocratie libérale et totalitarisme devient *ipso facto* attentatoire à l'efficacité du combat contre la « barbarie » brune. Et c'est tout le courage et la clairvoyance de l'ancien kominternien **Boris Souvarine** devenu, après son exclusion du PCF, le chroniqueur inlassable de la logique bureaucratique et terroriste du régime stalinien. Si l'approche en terme de totalitarisme connaît une brève embellie en 1939-1940 au moment du pacte germano-soviétique qui accrédite, chez le professeur **Carlton Hayes**, l'idée d'une rupture civilisationnelle, elle est mise sous l'éteignoir en Grande-Bretagne et aux États-Unis pendant la « grande alliance » qui intègre, après le 22 juin 1941, le régime totalitaire de Staline au front de la démocratie.

L'époque de la guerre froide à partir de 1947 voit l'âge d'or du concept de totalitarisme à travers des œuvres littéraires (en premier lieu, 1984 de **George Orwell**) ou académiques (celles d'**Hannah Arendt**, **Jacob Talmon**, **Carl Friedrich** et **Raymond Aron**) qui sont destinées à marquer

longtemps nos représentations et notre imaginaire du phénomène. C'est alors que s'impose l'idée d'une capacité de contrôle absolu que symbolise l'image de *Big Brother* et que l'on explore les origines historiques (l'impérialisme, le racisme, le jacobinisme) et sociales (la société de masse atomisée), l'essence constitutive (la terreur), les critères objectifs (parti unique, idéologie, police politique, économie dirigée, monopole des médias, violence d'État) des régimes nazi et stalinien. Si les auteurs précités se situent tous sur une claire ligne de défense du modèle constitutionnel-libéral, leurs thèses sont volontiers instrumentalisées dans un contexte international où prime la stratégie du *containment* contre l'ennemi communiste. Qu'il s'agisse de pénaliser la participation politique des partis communistes d'Europe occidentale, de réinsérer la RFA de Konrad Adenauer dans la Communauté européenne et l'OTAN en relativisant le passé nazi de ses élites ou de ménager des dictatures « amies » d'Europe du Sud et d'Amérique latine, la thèse du « totalitarisme » a pour fonction de délégitimer le système « totalitaire » de l'URSS et des démocraties populaires (en particulier la RDA) et de proposer par contraste une vision apologétique du « monde libre » de l'Ouest. Lancée au sein des cercles du marxisme intellectuel, où le journaliste-historien **Isaac Deutscher** peut apparaître comme emblématique, et ce dans le temps même où l'antitotalitarisme libéral se déploie entre la guerre de Corée (1950), la crise de Cuba (1962) et l'écrasement du Printemps de Prague (1968), la thèse du « concept de guerre froide » va peser sur les analyses postérieures des historiens et des *political scientists*. Elle conforte notamment dès les années 1970, à la suite d'**Herbert Spiro**, les premiers travaux d'une nouvelle historiographie américaine dite « révisionniste », plus atten-

tive que les *cold war warriors* de la génération précédente à la singularité, voire à la complexité politique et sociale d'une expérience soviétique qui s'est par ailleurs déstalinisée au cours du « dégel » des années Khrouchtchev. La suspicion demeure donc vive chez certains universitaires quant au caractère opératoire d'une catégorie d'analyse jugée trop polémique et impuissante à rendre compte des nuances du réel pour figurer dans le trousseau des sciences sociales. Le « totalitarisme » apparaît ainsi un peu éclipsé en Occident, au moment où se profile la parution d'un puissant ouvrage de dénonciation du stalinisme, comparé de surcroît au nazisme, *Vie et destin* de l'écrivain soviétique **Vassili Grossman**.

Car depuis la fin des années 1970 fleurit en Occident une littérature de la dissidence venue de l'Est sous l'effet du retour en force d'un État de non-droit dans l'URSS bréjnévienne (les internements en asile psychiatrique) et l'Europe soviétisée (la « normalisation » tchèque), au moment même où la déclaration finale d'Helsinki clôturant en 1975 la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) fait des droits de l'homme un critère politique et diplomatique indépassable. Consécutivement au vaste mouvement de solidarité internationale confinant à un phénomène d'identification-adhésion à ces dissidents dont les œuvres, *L'Archipel du Goulag* de Soljénitsyne en tête, ébranlent la pensée politique avant de provoquer la recherche académique, le concept de totalitarisme quitte les étroits milieux libéraux où il était resté confiné pour gagner peu à peu un nouveau droit de cité dans l'espace public et intellectuel. Ce qu'illustre l'« année Orwell » en 1984 qui voit des universitaires reconnaître le caractère incontournable de cette approche sans se dispenser d'une « mesure des totalitarismes réels » (Guy Hermet).

Celle-ci va gagner en rigueur et en pertinence grâce à des auteurs comme **Juan Linz** qui isole du champ totalitaire les principales formes de l'« autoritarisme », ou **Claude Lefort** qui, commentant *L'Archipel du Goulag*, voit le principe du régime totalitaire dans une représentation moniste du corps social (le « peuple-Un ») que le parti unique est censé incarner. Relégitimé par la parole des dissidents et le bilan humain désastreux des expériences communistes (ce que révèle à ce moment le Cambodge), le concept ne peut que s'imposer encore un peu plus après la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS. Il sert à illustrer opportunément le triomphe de la démocratie de marché à l'issue d'une guerre de cinquante ans voire soixante-dix ans, et ce dans la perspective d'une « fin de l'histoire » à son avantage. La fin du « court xx^e siècle » (Eric Hobsbawm), ouvert par la guerre de 1914 et la révolution de 1917 et achevé en 1989, invite alors à en faire le bilan à partir de l'opposition démocratie/totalitarisme, ce qui n'avait pas réussi à s'imposer dans les années 1930. Cela se vérifie dans le riche, et parfois vif, débat initié par les livres d'**Ernst Nolte** (*La guerre civile européenne*) et **François Furet** (*Le passé d'une illusion*) qui, en identifiant des matrices différentes (la révolution d'Octobre pour l'un, la Première Guerre mondiale pour l'autre), se rejoignent sur une thèse centrale : fascisme et communisme en tant que critiques radicales de la démocratie pluraliste sont susceptibles d'être étudiés dans leur dépendance mutuelle. Ce que n'acceptent guère les derniers orphelins d'Octobre, mais aussi les hérauts de l'histoire sociale, à l'instar de l'inoxydable **Sheila Fitzpatrick** qui, depuis les années 1980, s'essaie à explorer « au-delà du totalitarisme ». Le concept est pourtant destiné à perdurer, tant pour sa capacité heuristique à rendre compte des

logiques de terreur et d'extermination que confirme l'ouverture des archives soviétiques (notamment pour l'Ukraine), que pour sa fonction (dis)qualificatrice, depuis le 11 septembre 2001, d'un nouvel ennemi de l'Occident libéral. Revêtant de « nouveaux habits de la terreur », l'islamisme radical est ainsi volontiers qualifié de « troisième totalitarisme » par les néo-conservateurs américains dont l'historien-militant **Daniel Pipes**, fils d'un *cold war warrior* spécialiste de l'URSS, est un représentant éminent. Né dans les années 1920 pour qualifier un parti à la prétention totalisante, le terme de totalitarisme s'impose encore à nous un siècle plus tard pour désigner ceux qui réduisent le politique à une guerre sainte totale. C'est toute la dette intellectuelle que nous devons aux auteurs rassemblés ici et auxquels auraient pu légitimement être adjoints les noms de Waldemar Gurian, Franz Borkenau, Arthur Koestler, Michel Heller, Marcel Gauchet ou Stéphane Courtois.